

Organe
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

FOROZA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

PRIX

25 francs le Numéro

ABONNEMENT :

1 an 3.000
6 mois 2.000
3 mois 1.000
Abonnement de soutien : 5.000

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES

No 18 - 1^{re} ANNÉE

SAMEDI 3 JUIN 1961

ÉDITORIAL
LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

NE SAURAIT FAILLIR

Un nouveau foyer, un de plus, sur notre continent, s'est allumé, on le sait en Angola. De la résistance active que les patriotes opposaient aux fascistes lusitaniens, on en est passé à la guerre ouverte. Et le gouvernement de Lisbonne ne sait où donner de la tête, malgré ses 60.000 soldats supérieurement armés.

Il s'agit d'ailleurs, moins pour lui d'une « pacification » (terme qu'il paraît avoir rejeté) que d'une véritable guerre d'extermination, sans prisonniers, ainsi qu'on pourra le voir dans la déclaration du président du M.P.L.A., M. Mario de Andrade.

Car c'est en fait à un nouveau génocide organisé et qui a déjà fait plus de cinquante mille victimes, ce qui justifie ce mot de Césaire : « Le plus haut tas de cadavres de l'histoire, c'est l'Europe colonialiste qui en est comptable devant la communauté humaine ».

Le devoir de chaque Etat africain réellement indépendant et souverain se trouve tracé dans le processus inévitable de libération et de décolonisation du continent africain.

LA LUTTE DU PEUPLE ANGOLAIS
ET LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

Par Mario de Andrade, président du M.P.L.A.

Il est clair maintenant pour tous qu'une guerre d'extermination menée par le colonialisme le plus tardif fait rage en Angola.

Certes la situation coloniale se traduit toujours par un état permanent de guerre. Les sévices et les massacres n'ont jamais eu de limites au cours de cinq siècles de « présence portugaise » dans notre pays.

Nous déclarions tout dernièrement que le gouvernement portugais, une fois placé devant la population angolaise, réagissait par la tuerie en masse et de ce fait il amenait le peuple lui-même à s'organiser et à se mobiliser, en vue d'une auto-défense active. Les préparatifs de guerre coloniale du gouvernement de Salazar n'étaient méconnus de personne. Certains doutaient seulement que le peuple angolais, soumis aux pires pratiques du travail forcé, succédant de l'esclavage, aurait pu se dresser contre la barbare domination coloniale.

Eh bien, le 4 février de cette année, des groupes de patriotes angolais, pour la plupart des premiers du M.P.L.A., ont donné la première alerte et la mesure de leur détermination nationale, en attaquant les prisons militaires et civiles de Luanda où sont détenus les leaders de notre

humaine du plus haut tas de cadavres de l'histoire ». On voit la part du Portugal dans cette bourgeoisie.

Toutes ces attentes aux droits de l'homme en Angola, aux légitimes aspirations du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance, justifient aujourd'hui que nous en appelions à la solidarité internationale, à la conscience universelle et en tout premier lieu à la solidarité africaine. Il ne saurait exister une Afrique libérée des chaînes coloniales et une autre Afrique en train de se débattre dans le carcan de la domination étrangère. L'une regardant l'autre passivement. Des manifestations de solidarité sur le plan diplomatique ont déjà été exprimées par les pays africains indépendants au cours des derniers débats de l'Assemblée générale des Nations Unies. La situation angolaise exige des attitudes plus fermes et plus concrètes : une solidarité agissante dans tous les domaines et par tous les moyens pouvant hâter la conquête de l'indépendance de l'Angola et en même temps isoler définitivement le Portugal colonialiste de la scène internationale. Nous radialisons le problème : Si Salazar est l'ennemi avoué des peuples africains, il importe que les gouvernements des pays frères se placent immédiatement à l'avant-garde de la campagne pour le soutien de la lutte de li-

Les journalistes africains se sont regroupés

L'UNION PANAFRICAINNE DES JOURNALISTES
S'INTÈGRE RÉSOLUMENT DANS LA LUTTE
DES PEUPLES OPPRIMÉS POUR LEUR LIBÉRATION

La première Conférence panafricaine des journalistes, qui s'est réunie à Bamako du 19 au 23 mai 1961, et d'où est issue l'Union panafricaine des journalistes, est la suite logique des efforts déployés par une poignée de journalistes africains, depuis la II^e Rencontre internationale de Baden (19-22 octobre 1960)

C'est en effet au cours de cette rencontre que des journalistes représentants le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, Madagascar, le Zaïre et l'île Maurice, ont décidé la création d'un comité de coopération chargé de promouvoir le regroupement de tous les hommes de la presse écrite en Afrique. Ce groupement, nous le voulions dès le départ absolument indépendant de toute organisation internationale, mais ayant avec elle des rapports constants de collaboration et d'amitié, dans le but de contribuer à une meilleure connaissance entre les peuples, donc au raffermissement de la paix et au progrès dans le monde.

Le Congrès de Bamako a réuni, outre les membres du comité de coopération, les représentants de la R.A.U., de la Haute-Volta du Togo,

réaffirmant leur solidarité avec les peuples d'Asie et d'Amérique latine soumis comme ceux d'Afrique, à l'oppression étrangère. Les résolutions des Conférences des peuples africains, de la solidarité des peuples Afro-asiatiques, de la Centrale syndicale panafricaine qui vient d'être créée à Casablanca, sont leurs guides.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels, ils s'engagent à être objectifs, honnêtes, soucieux de la vérité à inscrire aux principes du code d'honneur international élaboré par les Nations-Unies pour la liberté de l'information.

La conférence souscrit à la politique de neutralisme positif et de non alignement.

Les relations entre l'Union panafricaine des journalistes et les autres organisations de journalistes sont fondées sur cette base.

Dans le domaine de l'éthique professionnelle, la Conférence a insisté sur l'adhésion de tous au principe de la liberté de l'information, à condition que cette information, écrite, parlée ou audio-visuelle, soit conforme à la mission que s'est assignée l'information en Afrique dans son processus de lutte révolutionnaire.

caïn : c'est de se placer à l'avant-garde pour le soutien à apporter à la cause du peuple angolais pour l'arrêt de cette guerre d'extermination et l'indépendance inconditionnelle de la nation angolaise.

D'ailleurs, les gestes et les signes évidents d'encouragement ne manquent pas aux patriotes angolais. Cette solidarité spontanée a d'ailleurs fait naître le désarroi chez le sénile dictateur de l'Estoril, qui a dû recevoir la visite consolatrice d'un de ses alliés occidentaux, visite dont il craint à juste titre qu'elle ne soit que de courtoisie et de pure forme.

Un nouveau tombeau vient de s'ouvrir sous les pas du colonialisme. Aussi bien à l'O.N.U. qu'ailleurs, la solidarité africaine ne saurait faillir. KEN.

**TOUT LE MONDE DEVRAIT
SERVIR LE PARTI ET
PERSONNE NE DEVRAIT SE
SERVIR DE LUI**

Au bloc scolaire de Donka

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE S'ADRESSE A 3.000 ÉLÈVES

M. Camara Damantang, ministre de l'Éducation nationale, entouré des membres de son cabinet, a sévèrement condamné, jeudi matin, certaines pratiques auxquelles se livrent les élèves : il s'agit en particulier de regroupements ethniques, séqueles d'un vieil esprit régionaliste, dont le P.D.G. a condamné l'esprit rétrograde et négatif.

Traitant ensuite de la discipline scolaire, absolument indispensable à un travail fécond, le ministre a rap-

porté que le ministre de l'Éducation nationale, M. Adriano Moreira : « Nous faisons face dans cette province à une agression dont le but est clair : le génocide » ?

En fait, comme le dit justement Aimé Cesaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

mouvement et d'autres partis nationalistes. Depuis cette date, la lutte armée n'a fait que s'intensifier, mettant le nord du pays à feu et à sang. Le gouvernement portugais fait face à l'insurrection populaire avec un effectif d'environ 60.000 soldats, à un rythme croissant de 1.000 mercenaires par semaine.

Le désarroi s'est emparé du dictateur moribond.

Un fait demeure cependant : le gouvernement portugais poursuit impunément une guerre d'extermination, un génocide organisé qui a déjà fait, parmi les populations civiles 50.000 victimes. Il s'agit d'une guerre sans prisonniers. A chaque engagement, à chaque attaque effectuée par les nationalistes dans un village ou contre une plantation de colons, à tout acte de sabotage, les troupes coloniales portugaises répondent avec la cruauté que l'on connaît : ratisages, bombardements au napalm, destruction totale. Alors, que faut-il penser de cette déclaration du ministre portugais des Colonies, M. Adriano Moreira : « Nous faisons face dans cette province à une agression dont le but est clair : le génocide » ?

En fait, comme le dit justement Aimé Cesaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

bération du peuple angolais et pour l'arrêt de cette guerre d'extermination

Nous comptons sur les décisions que le Conseil de Sécurité, sous l'orientation politique du groupe Afro-asiatique, pourrait prendre prochainement en notre faveur. Nous comptons sur l'application immédiate par tous les gouvernements africains de l'appel lancé par les mouvements nationalistes des colonies portugaises lors de notre Conférence de Casablanca : boycott économique et diplomatique du Portugal.

Nous sommes certains que la solidarité africaine n'y failira point. Car, elle nous est nécessaire.

Billet du jour

Nous apprécions tous les plaisanteries, à condition qu'elles soient de bon goût.

Nul n'ignore le labeur écrasant auquel notre corps de sapeurs-pompiers doit faire face. Et quand les sinistres plaisantins s'amusent à lancer de fausses alertes et à leur faire effectuer des déplacements inutiles, on est en droit de penser et de dire — avec juste raison — qu'il y a des giffles et des coups de pieds... qui se perdent.

Rappelons cependant à ces irresponsables inconscients l'histoire de ce plaisantin qui criait « loup » par goût de la mystification. Nous ne leur souhaitons pas de faire une pareille expérience à leurs dépens, le jour par exemple où leur maison sera en flammes ou qu'ils seront en péril de noyade, et qu'un autre luron aura, peu de temps auparavant, aiguillé les sapeurs-pompiers sur une fausse piste.

du Cameroun.

Les journalistes de certains États s'étaient fait excuser. D'autres, malgré leur accord formel, n'ont pu participer à nos assises pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, la presse africaine — qui est inséparable de ce qu'on appelle la presse parlée ou filmée — joue un rôle important — voire primordial — dans la vie des peuples et des nations.

Nous savons tous les usages qu'il peut être fait de l'information en général, de la presse en particulier : elles constituent des moyens puissants, utilisés soit pour répandre l'obscurantisme et le mensonge, soit pour éclairer, éduquer, instruire, défendre les causes justes, élever dans la vérité et le progrès. C'est cette dernière voie qu'a décidé de suivre la presse africaine.

Le développement de l'effort des peuples et des États africains pour arracher leur indépendance inconditionnelle et totale ou pour le consolider, et l'impérieuse nécessité d'accélérer ce processus, posent des problèmes importants et cruciaux à la presse et à l'information en Afrique.

Cette Conférence panafricaine des journalistes a donc posé les problèmes de son intégration effective dans la lutte des peuples africains en participant, et tous les peuples opprimés du monde en général pour leur indépendance ; ont aussi été posés ceux de l'Unité de la presse et de l'information africaine. Des solutions ont été adoptées pour leur réalisation. Nous allons en donner un résumé.

La Conférence a proclamé que les journalistes et tous les travailleurs africains de l'information en général, sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et pour la paix.

Dans ce cadre, ils participent à l'œuvre de construction nationale, à la réalisation de l'Unité africaine et à l'établissement des liens de solidarité entre tous les pays épris de justice, de liberté et de progrès, et

naire.

Elle recommande — pour ce faire — aux États d'adopter une convention unique définissant le statut du journaliste africain et garantissant les facilités de base pour ses activités. Citons entre autres — l'obtention rapide des visas et du changement dans tous les pays africains, la réduction sur les moyens de transport pour le journaliste en déplacement professionnel, l'autorisation d'envoyer des télégrammes de presse avec le système « collectif » et de téléphone au P.C.V., la réduction des tarifs des communications téléphoniques et télégraphiques de presse, etc. Dans ce but la Conférence recommande le développement des relations téléphoniques et télégraphiques entre États africains.

La Conférence se devait, en outre, en raison des différences de niveau de développement de la presse et des divers moyens d'information dans nos États, d'insister sur l'esprit de solidarité, qui doit permettre de limiter les aides extra-africaines. C'est pourquoi elle a demandé, d'une part que les pays africains possédant des écoles de journalisme, accordent aux pays qui n'en ont pas, l'accès d'élèves dans ces établissements ; d'autre part, que les journaux qui ont atteint un niveau d'évolution appréciable mettent au service des autres journalistes africains leurs expériences et les moyens leur permettant d'accomplir des stages de perfectionnement.

● Suite page 3

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G.

**a visité samedi après-midi
les comités de Conakry I**

Depuis cet après-midi, une délégation de la direction nationale du Parti conduite par le Président Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G., visite les comités de la section de Conakry-I.

Après les comités de Boulbinet, Sandervalia, cette visite prendra fin au comité d'Almama-III, où la délégation du B. P. N. est attendue à 22 heures.

Nouvelles de la Capitale

AVIS A LA POPULATION

Le Commandant de la région administrative de Conakry communiqué :

Il a été constaté depuis un certain temps que des personnes non encore identifiées s'amussent à lancer de fausses alertes au Service Incendie de la ville. Ainsi les sapeurs-pompiers attirés vers une adresse indiquée parcourent souvent une grande distance les éloignant de leur caserne.

C'est là un agissement d'autant plus grave qu'un incendie peut éclater pendant qu'ils sont en déplacement inutile en un point tout à fait opposé du lieu du vrai sinistre.

Toutes les dispositions sont prises pour deceler la provenance de tels appels et les sanctions prévues par la loi seront appliquées dans toute leur rigueur à toute personne qui s'en rendra coupable.

COURRIER

Postez vos Correspondances

- **SAMEDI**
Pour Freetown, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
- **DIMANCHE**
Pour Robertsfield, recommandés à 10 heures, ordinaires à 10 h 30.
- **LUNDI**
Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Ouagadougou, Niamey, recommandés à 9 heures, ordinaires à 9 h 30.
Pour Las-Palmas, Casablanca, Alger, Tunis, Genève, Prague et tous pays de l'Est, Amsterdam, recommandés à 11 h, ordinaires à 11 h 30.
Pour Robertsfield, Abidjan, Lomé, Douala, Cotonou, Lagos, Accra, Bobo, Niamey, Kissi-

Il est également recommandé à la population, même en cas d'appel justifié pour un service quelconque, de faire preuve d'un minimum de courtoisie à l'égard de nos sapeurs toujours au service de la Nation.

Faits divers CARAMBOLAGE SUR LA

DIGUE DE TUMBO

Le 1^{er} juin, vers 12 h 15, une file ininterrompue de voitures s'étirait sur la digue dans le sens Conakry-Banlieue.

Une « Beaulieu » subitement en panne de freins ne put stopper lors d'un des multiples arrêts et percuta une « Moscovitch », qui la précéda. Il s'en suivit une réaction en chaîne : « Moscovitch-2 CV-Domaine-Domaine ». Et l'on enregistrera un des plus beaux embouteillages que l'on ait vu de mémoire de policier.

La circulation a été rétablie au bout de trois-quart d'heure. Il n'y a eu heureusement à déplorer, dans cet accident, que des dégâts matériels.

UNE DÉLÉGATION DU COMMANDEMENT DE LA R.A. DE CONAKRY

se rendra aux îles
le 6 Juin prochain.

Afin de donner satisfaction aux doléances formulées par les comités de base de la section P.D.G.-R.D.A. de Conakry-II, le commandant de la région administrative a décidé d'envoyer une délégation conduite

MARÉES

SAMEDI 3 JUIL

Haute mer matin 11 h 12
soir 23 h 34
Basse mer matin 4 h 52
soir 17 h 29

DIMANCHE 4 JUIL

Haute mer soir 12 h 07
Basse mer matin 5 h 47
soir 18 h 29

LUNDI 5 JUIL

Haute mer matin 0 h 35
soir 13 h 08
Basse mer matin 6 h 47
soir 19 h 33

MARDI 6 JUIL

Haute mer matin 1 h 42
soir 14 h 14
Basse mer matin 7 h 54
soir 20 h 41

ÉTAT CIVIL

du 1^{er} au 2 Juin 1961

NAISSANCES

Mamadi de Condé Fodé et de Kéïta Mariama; Sy Mamadou Moctar et de Oularé Aïssata; Abdoulaye Diogo de Diallo Mamadou et de Barry Aïssata Baïlo; Fatou de Condé Abdoulaye et de Soumah Makadi; Mariama de Camara Manga Laye et de Camara Fatou; Bintou de Songoulé Oumar et de Soumah Aminata; Dialfodé de Kaba Mamadou et de Kaba Fanta; Bounouraby de Diop Mamadou et de Kéïta Guiné Fagny; Morigbé de Soumah Fodé et de Camara N'Sira; Mayéni de Camara Soriba et de Camara Aïssata; Bounouraby de Cissé Kanfory

Réalisations concrètes et effectives de Conakry II

TOURNÉE DU COMITÉ DE COORDINATION DES TROIS SECTIONS DE LA CAPITALE

Poursuivant ses tournées de prise de contact, d'information et d'éducation, la délégation du comité de coordination des trois sections de Conakry, a consacré la journée du jeudi 18 mai 1961 à populariser son ordre du jour dans les Comités de Conakry-II.

C'est ainsi qu'elle a visité les comités de :

Boussoura, Madina-Ecole, Madina-Marché (comité pilote) Madina-Cité, Matanco, Coléah-Imprimerie, Coléah-Lancéboun-dji, Limbantaye et Moussoudougou.

Rappelons que la délégation du comité de coordination conduite par le camarade Yansane Sekou Yalani, commandant de la région de Conakry, secrétaire général de la section de Conakry-I et comprend :

MM. Camara Modé, Touré Amine, Touré Fodé, Bangoura Hadramet, Damba Saïdou, Dioulaté Kanfory, Doukouré Mamady, Oularé Kémoko, Soumah Moussa et Cissé Sénay.

Partout la délégation a enregistré avec satisfaction des réalisations concrètes et effectives.

Boussoura :

Constructions d'une mosquée, d'une route, d'une école de 3 classes (avec la participation du comité voisin de Touguivondji) ; Aménagement d'un terrain de sports ;

Nettoyage constant de tous les coins du quartier, enfin engagement formel de recouvrement intégral de la taxe régionale 1961 avant le 31 mai 1961.

Madina-Ecole :

Constructions d'une école en dur de 2 classes, de plusieurs ruelles intercomités et versement intégral de

Le reliquat de la taxe devant être recouvré le 31 mai 1961, délai de rigueur.

Coléah-Cité :

Constructions d'une école de 7 classes, d'un dispensaire et d'une mosquée ;

Recouvrement à 72,25 % de la taxe régionale dont le reliquat sera intégralement versé le 31 mai 1961.

En projet : la construction d'une permanence plus importante et mieux aménagée.

Lanséboun-dji :

Participation à la construction d'une permanence régionale ;

Construction d'une école pour 70 élèves ;

Participation à la construction d'une mosquée, d'une clôture du cimetière avec les comités voisins ;

Aménagement d'un terrain de sports ;

Plantation de 200 pieds d'acacia le long des rues du comité ;

Habillement de 90 J.R.D.A. du comité et de l'équipe de football.

Les tickets de taxe régionale temporairement placés en 1961.

Réculte de 3 champs de manioc. Travaux d'assainissement de tous les coins et rues du Comité ;

Organisation des cours d'adultes et d'une école enfantine groupant une centaine d'enfants pour lutter contre l'analphabétisme ;

Contribution de tous les militants jeunes, vieux, ouvriers et fonctionnaires à l'accomplissement de toutes les réalisations d'intérêt public.

Limbantaye :

Participation à la construction de la permanence régionale ;

Construction d'une permanence

dougou et N'Zérékoré, recommandés à 16 h 30, ordinaires à 17 heures.

● **MARDI**

Pour Dakar, Paris, Bamako, Bobo, Abidjan, recommandés à 8 h 00, ordinaires à 8 h 30.
 Pour Bathurst, recommandés à 11 h 00, ordinaires à 11 h 30.
 Pour Boké, Labé et Kankan, recommandés à 16 h 00, ordinaires à 16 h 30.

par M. Touré Mohamed, adjoint au commandant.

Cette délégation qui se rendra aux îles de Loos le mardi 6 juin, pour la prospection des forages, des points d'eau et toutes autres questions relatives au problème de l'eau, comprendra en outre MM. Kéita Bassirou du service des Eaux, Dioubaté Kassory de Conakry-II, Bangoura Hadramet de Conakry-I et Soumah Moussa du comité directeur de Conakry-III.

et de Touré Marie;
Aminata de Sylla Soriba et de Soumah Mariama;
Maloli de Oularé Sokalé et de Camara Yalihan;
Sékou de feu Bangoura Sekou et de Diakité Aïssata;
N'Famara dit Yedy de Sakho Moussa et de Fernandez Aïssata;
Thierno Aliou de Diaouné Mamadou et de Tounkara Aminata;
Fanta de Sidibé Kémoko et de Kéita Taté;
Yari de Soumah Lamine et de Sylla Nana;
Cheick Mohamed Chérif de Koulibaly Idrissa et de Touré Diénaba;
Mabinty de Camara Naby et de Bangoura Kadiatou;
Ousmane de El-Hadj Yansané Moriba et de Touré Fatou;
Layba de Condé Cambon et de Sankou Nialé;
Saïkou Oumarou de Bah Mamadou et de Diallo Asmaou;
Fatoumata Diaraye de Diallo Mamadou Dian et de Bâ Fatoumata;
Rose Marie de Quenum Etienne et de Ligburne Juliette.

TRAFIC AÉRIEN

SAMEDI

Arrivées :
 Air-France à 15 h 50 de Dakar
 18 h 20 de Freetown
Départs :
 Air-France à 16 h 30 pour Freetown
 19 h 05 pour Dakar

DIMANCHE

Arrivée :
 K. L. M. à 11 h 50 d'Amsterdam, Zurich, Casa et Las-Palmas
Départ :
 K. L. M. à 12 h 30 pour Roberstfield

LUNDI

Arrivées :
 Air-France à 7 h 35 de Dakar
 10 h 45 de Freetown
 K. L. M. à 15 h 20 de Roberstfield

Départs :

Air-France à 8 h 25 pour Freetown
 11 h 35 pour Dakar
 K. L. M. à 16 h 00 pour Las-Palmas, Casa, Zurich et Amsterdam

MARDI

Arrivées :
 Air-France à 7 h 35 de Dakar
 U.A.T. à 9 h 50 de Paris, Marseille, Bamako et Freetown
 Air-Ghana à 14 h 50 d'Accra, Abidjan, Roberstfield et Freetown
 Air-Guinée à 17 h 40 de N'Zérékoré, Kissidougou et Kankan

Départs :

Air-France à 8 h 25 pour Roberstfield et Abidjan
 Air-Guinée à 9 h 00 pour Kankan, Kissidougou et N'Zérékoré
 U.A.T. à 10 h 20 pour Dakar
 Air-Guinée à 15 h 15 pour Bathurst

taxe régionale 1701.

Madina-Marché (comité pilote 1961):
 Constructions de 4 nouvelles classes en dur et d'une permanence spacieuse en dur;
 Placement de 700 tickets de taxe régionale sur 1.000, dont le reliquat sera versé avant le 31 mai 1961, délai de rigueur;
 Nettoyage constant de tous les coins du Comité.

Madina-Cité :
 Construction d'une permanence en dur;
 Le versement de la taxe régionale est fixé au 31 mai 1961.

Mafanco :
 Constructions d'une école de 2 classes, d'une mosquée, d'une clôture pour le cimetière;
 Exécution des travaux de nettoyage du comité et des caniveaux d'évacuation;
 Entretien des routes, etc. ;
 Délai de recouvrement de la taxe le 31 mai 1961.

Coléah-Imprimerie :
 Nettoyage du cimetière;
 Campagne de popularisation de la ligne du Parti;
 Aménagement d'une permanence; dans les assises du nouveau comité.
En projet : Constructions d'une école, d'une permanence définitive, d'un dispensaire.

au Comité;
 Aménagement d'un terrain de sports;
 Construction d'un magasin d'Etat;
 Entretien de la corniche et de la Route du Niger;
 Projet de construction d'une mosquée et recouvrement intégral de la taxe régionale 1961.

Moussoudougou :
 Recouvrement intégral des taxes régionales 1960-1961;
 Constructions de 2 mosquées et une permanence (en chantier) enfin divers travaux d'entretien des routes et places du comité.
 La délégation, au terme d'une journée entière a suspendu ses travaux à 22 h 30 à Moussoudougou à l'issue d'une conférence.

PETITES ANNONCES

LA SOCIÉTÉ GUINEENNE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

communiqué :

A compter du 1^{er} juin 1961 nos bureaux seront transférés à l'adresse suivante :

Immeuble « La Paternelle » (rez-de-chaussée)

Télé. 24-79 - Télégr. PNEUMICLIN
 Boîte postale 394

LES SPECTACLES

OU IREZ - VOUS CE SOIR

DEMAIN

ET APRÈS ?...

AU PALACE

SAMEDI 3 JUIN : Un certain Monsieur Jo - Le cambrioleur.
DIMANCHE 4 JUIN : Fils du Corsaire rouge - Carthage en flammes.
LUNDI 5 JUIN : Bataille du Rio de la Plata - Le cambrioleur.
MARDI 6 JUIN : Ces dames préfèrent le mambo - La femme au fouet.

MARIAGES

N'Diaye Souleymane avec Sylla Mama Aïssata;
 Camara Yagouba avec Sylla Bountou;
 Sylla Momo avec Bangoura Safoura;
 Bangoura Aly avec Camara Hawa;
 Soumah Issiaga avec Camara Aïssata;
 Kéita Ansou avec Camara Bintia;
 Kéita Bamba avec Bangoura Maimouna.

DÉCÈS

Camara Fatou 5 ans;
 Camara Maciré 17 mois.

Organe
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

FOROZA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUPRES
SAMEDI 3 JUNI 1961

No 18 - 1^{re} ANNÉE

PRIX

25 francs le Numéro

ABONNEMENT :

1 an 3.000

6 mois 2.000

3 mois 1.000

Abonnement de soutien : 5.000

ÉDITORIAL

LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

NE SAURAIT FAILLIR

Un nouveau foyer, un de plus, sur notre continent, s'est allumé, on le sait en Angola. De la résistance active que les patriotes opposaient aux fascistes lusitaniens, on en est passé à la guerre ouverte. Et le gouvernement de Lisbonne ne sait où donner de la tête, malgré ses 60.000 soldats supérieurement armés.

Il s'agit d'ailleurs, moins pour lui d'une « pacification » (terme qu'il paraît avoir rejeté) que d'une véritable guerre d'extermination, sans prisonniers, ainsi qu'on pourra le voir dans la déclaration du président du M.P.L.A., M. Mario de Andrade.

Car c'est en fait à un nouveau génocide organisé et qui a déjà fait plus de cinquante mille victimes, ce qui justifie ce mot de Césaire : « Le plus haut tas de cadavres de l'histoire, c'est l'Europe colonialiste qui en est comblable devant la communauté humaine ».

Le devoir de chaque Etat africain réellement indépendant et souverain se trouve tracé dans le processus irrésistible de libération et de décolonisation du continent afri-

LA LUTTE DU PEUPLE ANGOLAIS

ET LA SOLIDARITÉ AFRICAINE

Par Mario de Andrade, président du M.P.L.A.

Il est clair maintenant pour tous qu'une guerre d'extermination menée par le colonialisme le plus tardé fait rage en Angola.

Certes la situation coloniale se traduit toujours par un état permanent de guerre. Les sévices et les massacres n'ont jamais eu de limites au cours de cinq siècles de « présence portugaise » dans notre pays.

Nous déclarions tout dernièrement que le gouvernement portugais, une fois placé devant la moindre revendication de la population angolaise, réagissait par la tuerie en masse et de ce fait il amenait le peuple lui-même à s'organiser et à se mobiliser, en vue d'une auto-défense active. Les préparatifs de guerre coloniale du gouvernement de Salazar n'étaient méconnus de personne. Certains doutaient seulement que le peuple angolais, soumis aux pires pratiques du travail forcé, succédant de l'esclavage, aurait pu se dresser contre la barbare domination coloniale.

Eh bien, le 4 février de cette année, des groupes de patriotes angolais, pour la plupart des militants du M.P.L.A., ont donné la première alerte et la mesure de leur détermination nationale, en attaquant les prisons militaires et civiles de Luanda où sont détenus les leaders de notre

humaine du plus haut tas de cadavres de l'histoire ». On voit la part du Portugal dans cette boucherie.

Toutes ces atteintes aux droits de l'homme en Angola, aux légitimes aspirations du peuple angolais à l'autodétermination et à l'indépendance, justifient aujourd'hui que nous en appelions à la solidarité internationale, à la conscience universelle et en tout premier lieu à la solidarité africaine. Il ne saurait exister une Afrique libérée des chaînes coloniales et une autre Afrique en train de se débattre dans le carcan de la domination étrangère, l'une regardant l'autre passivement. Des manifestations de solidarité sur le plan diplomatique ont déjà été exprimées par les pays africains indépendants au cours des derniers débats de l'Assemblée générale des Nations Unies. La situation angolaise exige des attitudes plus fermes et plus concrètes : une solidarité agissante dans tous les domaines et par tous les moyens pouvant hâter la conquête de l'indépendance de l'Angola et en même temps isoler définitivement le Portugal colonialiste de la scène internationale. Nous radicalisons le problème : Si Salazar est l'ennemi avoué des peuples africains, il importe que les gouvernements des pays frères se placent immédiatement à l'avant-garde de la campagne pour le soutien de la lutte de li-

Les journalistes africains se sont regroupés

L'UNION PANAFRICAINNE DES JOURNALISTES

S'INTÈGRE RÉSOLUMENT DANS LA LUTTE DES PEUPLES OPPRIMÉS POUR LEUR LIBÉRATION

La première Conférence panafricaine des journalistes, qui s'est réunie à Bamako du 19 au 23 mai 1961, et d'où est issue l'Union panafricaine des journalistes, est la suite logique des efforts déployés par une poignée de journalistes africains, depuis la I^{re} Rencontre internationale de Baden (19-22 octobre 1960)

C'est en effet au cours de cette rencontre que des journalistes représentant le Ghana, la Guinée, le Mali, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, Madagascar, le Zanzibar et l'île Maurice, ont décidé la création d'un comité de coopération chargé de promouvoir le regroupement de tous les hommes de la presse écrite en Afrique. Ce groupement, nous le voulions dès le départ absolument indépendant de toute organisation internationale, mais ayant avec elle des rapports constants de collaboration et d'amitié, dans le but de contribuer à une meilleure connaissance entre les peuples, donc au raffermissement de la paix et au progrès dans le monde.

Le Congrès de Bamako a réuni, outre les membres du comité de coopération, les représentants de la R.A.U., de la Haute-Volta du Togo,

réaffirmant leur solidarité avec les peuples d'Asie et d'Amérique latine soumis comme ceux d'Afrique, à l'oppression étrangère. Les résolutions des Conférences des peuples africains, de la solidarité des peuples Afro-asiatiques, de la Centrale syndicale panafricaine qui vient d'être créée à Casablanca, sont leurs guides.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels, ils s'engagent à être objectifs, honnêtes, soucieux de la vérité à inscrire aux principes du code d'honneur international élaboré par les Nations-Unies pour la liberté de l'information.

La conférence souscrit à la politique de neutralisme positif et de non alignement.

Les relations entre l'Union panafricaine des journalistes et les autres organisations de journalistes sont fondées sur cette base.

Dans le domaine de l'éthique professionnelle, la Conférence a insisté sur l'adhésion de tous au principe de la liberté de l'information, à condition que cette information, écrite, parlée ou audio-visuelle, soit conforme à la mission que s'est assignée l'information en Afrique dans son processus de lutte révolutionnaire.

cain : c'est de se placer à l'avant-garde pour le soutenir à apporter à la cause du peuple angolais pour l'arrêt de cette guerre d'extermination et l'indépendance inconditionnelle de la nation angolaise.

D'ailleurs, les gestes et les signes évidents d'encouragement ne manquent pas aux patriotes angolais. Cette solidarité spontanée a d'ailleurs fait naître le désarroi chez le sénile dictateur de l'Estoril, qui a dû recevoir la visite consolatrice d'un de ses alliés occidentaux, visite dont il craint à juste titre qu'elle ne soit que de courtoisie et de pure forme.

Un nouveau tombeau vient de s'ouvrir sous les pas du colonialisme. Aussi bien à l'O.N.U. qu'ailleurs, la solidarité africaine ne saurait faillir. KEN.

**TOUT LE MONDE DEVRAIT
SERVIR LE PARTI ET
PERSONNE NE DEVRAIT SE
SERVIR DE LUI**

Au bloc scolaire de Donka

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE S'ADRESSE A 3.000 ÉLÈVES

M. Camara Damantang, ministre de l'Éducation nationale, entouré des membres de son cabinet, a sévèrement condamné, jeudi matin, certaines pratiques auxquelles se livrent les élèves : il s'agit en particulier de regroupements ethniques, séqueles d'un vieil esprit régionaliste, dont le P.D.G. a condamné l'esprit rétrograde et négatif.

Traitant ensuite de la discipline scolaire, absolument indispensable à un travail fécond, le ministre a rap-

porté que le ministre portugais, M. Adriano Moreira, a déclaré que l'agression dont le but est clair : le génocide ?

En fait, comme le dit justement Aimé Cesaire : « L'Europe coloniale est comptable devant la communauté

beration du peuple angolais et pour l'arrêt de cette guerre d'extermination »

Nous comptons sur les décisions que le Conseil de Sécurité, sous l'orientation politique du groupe Afro-asiatique, pourrait prendre prochainement en notre faveur. Nous comptons sur l'application immédiate par tous les gouvernements africains de l'appel lancé par les mouvements nationalistes des colonies portugaises lors de notre Conférence de Casablanca : boycott économique et diplomatique du Portugal.

Nous sommes certains que la solidarité africaine n'y failira point. Car, elle nous est nécessaire.

Billet du jour

Nous apprécions tous les plaisanteries, à condition qu'elles soient de bon goût.

Nul n'ignore le labeur écrasant auquel notre corps de sapeurs-pompiers doit faire face. Et quand les sinistres plaisantins s'amusent à lancer de fausses alertes et à leur faire effectuer des déplacements inutiles, on est en droit de penser et de dire — avec juste raison — qu'il y a des giffles et des coups de pieds... qui se perdent.

Rappelons cependant à ces irresponsables inconscients l'histoire de ce plaisantin qui criait « loup » par goût de la mystification. Nous ne leur souhaitons pas de faire une pareille expérience à leurs dépens, le jour par exemple où leur maison sera en flammes ou qu'ils seront en péril de noyade, et qu'un autre luron aura, peu de temps auparavant, aiguillé les sapeurs-pompiers sur une fausse piste.

du Cameroun.

Les journalistes de certains États s'étaient fait excuser. D'autres, malgré leur accord formel, n'ont pu participer à nos assises pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, la presse africaine — qui est inséparable de ce qu'on appelle la presse parlée ou filmée — joue un rôle important — voire primordial — dans la vie des peuples et des nations.

Nous savons tous les usages qu'il peut être fait de l'information en général, de la presse en particulier : elles constituent des moyens puissants, utilisés soit pour répandre l'obscurantisme et le mensonge, soit pour éclairer, éduquer, instruire, défendre les causes justes, édifier dans la vérité et le progrès. C'est cette dernière voie qu'a décidé de suivre la presse africaine.

Le développement de l'effort des peuples et des États africains pour arracher leur indépendance inconditionnelle et totale ou pour le consolider, et l'impérieuse nécessité d'accélérer ce processus, posent des problèmes importants et cruciaux à la presse et à l'information en Afrique.

Cette Conférence panafricaine des journalistes a donc posé les problèmes de son intégration effective dans la lutte des peuples africains en particulier, et tous les peuples opprimés du monde en général pour leur indépendance ; ont aussi été posés ceux de l'Unité de la presse et de l'information africaine. Des solutions ont été adoptées pour leur réalisation. Nous allons en donner un résumé.

La Conférence a proclamé que les journalistes et tous les travailleurs africains de l'information en général, sont résolument engagés dans la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme, le néo-colonialisme et pour la paix.

Dans ce cadre, ils participent à l'œuvre de construction nationale, à la réalisation de l'Unité africaine et à l'établissement des liens de solidarité entre tous les pays épris de justice, de liberté et de progrès, et

naire.

Elle recommande — pour ce faire — aux États d'adopter une convention unique définissant le statut du journaliste africain et garantissant les facilités de base pour ses activités. Citons entre autres — l'obtention rapide des visas et du change dans tous les pays africains, la réduction sur les moyens de transport pour le journaliste en déplacement professionnel, l'autorisation d'envoyer des télégrammes de presse avec le système « collectif » et de téléphone au P.C.V., la réduction des tarifs des communications téléphoniques et télégraphiques de presse, etc. Dans ce but la Conférence recommande le développement des relations téléphoniques et télégraphiques entre États africains.

La Conférence se devait, en outre, en raison des différences de niveau de développement de la presse et des divers moyens d'information dans nos États, d'insister sur l'esprit de solidarité, qui doit permettre de limiter les aides extra-africaines. C'est pourquoi elle a demandé, d'une part que les pays africains possédant des écoles de journalisme, accordent aux pays qui n'en ont pas, l'accès d'élèves dans ces établissements ; d'autre part, que les journaux qui ont atteint un niveau d'évolution appréciable mettent au service des autres journalistes africains leurs expériences et les moyens leur permettant d'accomplir des stages de perfectionnement.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G.

● Suite page 3

**a visité samedi après-midi
les comités de Conakry I**

Depuis cet après-midi, une délégation de la direction nationale du Parti conduite par le Président Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G., visite les comités de la section de Conakry-I.

Après les comités de Boulbinet, Sandervalia, cette visite prendra fin au comité d'Almamya-III, où la délégation du B. P. N. est attendue à 22 heures.